

Présentation

Les femmes dans la sociologie

Introduction

Women in Sociology

Nicole LAURIN-FRENETTE

Volume 13, numéro 2, octobre 1981

Les femmes dans la sociologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001417ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001417ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

LAURIN-FRENETTE, N. (1981). Présentation : les femmes dans la sociologie. *Sociologie et sociétés*, 13(2), 3–18. <https://doi.org/10.7202/001417ar>

Résumé de l'article

Ce texte de présentation se penche sur la place que les femmes occupent dans la sociologie en tant que profession et en tant que discipline du savoir. L'auteur montre comment la perspective féministe, en pénétrant dans la sociologie, y a ouvert diverses voies de recherche : les études sur les femmes, la critique épistémologique, théorique et méthodologique et, enfin, ce qu'on a appelé la nouvelle sociologie des femmes : point de vue des dominées sur la réalité sociale. En conclusion, l'auteur invite les sociologues à entreprendre, entre autres tâches, l'étude des nouvelles formes d'oppression des femmes que les résistances sociales au processus de la libération ont générées.

Présentation

Les femmes dans la sociologie

NICOLE LAURIN-FRENETTE

LA PLACE DES FEMMES EN SOCIOLOGIE

Au début des années soixante, les études de sociologie attirèrent un nombre de femmes considérable pour l'époque, celles-ci étant traditionnellement peu nombreuses dans les sciences humaines, le service social excepté¹. Les sciences pures, le droit, la médecine, le commerce, le génie, demeuraient des chasses gardées masculines où peu de femmes s'aventuraient. Il était encore d'usage cependant que les jeunes filles de bonne famille fissent des études de lettres à l'université, le temps de trouver un mari, futur avocat ou futur médecin de préférence. Celles que leurs origines modestes incitaient à la prudence, affluaient vers les programmes universitaires préparant aux professions paramédicales féminisées, tels le nursing, la diététique, la physiothérapie, la technologie médicale, etc. Il faut noter que jusqu'au milieu des années soixante, le baccalauréat ès arts obtenu à la fin du cours classique dispensé par le secteur privé du système scolaire, donnait seul accès à l'université, exception faite des programmes préparant à des métiers, paramédicaux et autres. Cette situation limitait strictement le nombre des fils de familles à revenu modeste pouvant accéder à l'université et en

1. Dans une brochure publiée par la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, en 1948, et intitulée *Déjà... dix ans de vie, 1938-1948*, on trouve dans la rubrique consacrée aux caractéristiques de la clientèle étudiante, le passage suivant : «...la faculté compte une quarantaine de représentantes du sexe faible qui lui donnent un cachet très spécial et invitent les étudiants à beaucoup de délicatesse et de savoir-vivre » (p. 55). (Je suis reconnaissante au Père Georges-Henri Lévesque d'avoir attiré mon attention sur ce document rare et de l'avoir mis à ma disposition.)

excluait les filles, à toutes fins pratiques. Les écoles commerciales, les écoles d'infirmières, les écoles normales et les instituts familiaux étaient les seules voies de promotion scolaire, secondaires et post-secondaires, que ce système offrait aux femmes. Certaines facultés universitaires et notamment la faculté des sciences sociales, offrirent éventuellement un programme propédeutique aux étudiants dépourvus d'un baccalauréat, ce qui facilita en particulier l'entrée des femmes dans la sociologie. Par la suite, elles y formèrent une part sans cesse croissante des effectifs étudiants. Maintenant, elles représentent la moitié, en moyenne, de la clientèle des programmes de baccalauréat en sociologie, dans les universités québécoises, bien qu'elles soient moins nombreuses dans les programmes de deuxième et de troisième cycles². De toutes ces femmes formées à la sociologie au cours des deux dernières décennies, peu ont pris une place importante ou reconnue comme telle, dans ce qu'on appelle la communauté scientifique. Au Québec et ailleurs, les hommes dominent l'univers officiel de la sociologie : la production et la diffusion du savoir, la hiérarchie et les règles de la profession.

Les étudiantes des premières générations formées à la sociologie décrochaient fréquemment les meilleures notes et les meilleures bourses, comme c'est encore le cas aujourd'hui. Toutefois, elles ne parlaient pas, pratiquant cette traditionnelle invisibilité féminine dans l'espace public masculin. Habitude qui s'est heureusement modifiée quelque peu, moins sous l'impact du nombre que par l'importance que le féminisme a donnée aux femmes, du moins à leurs propres yeux. Féministes, nous l'étions implicitement dans les années cinquante et soixante, mais le terme n'évoquait encore que le souvenir un peu extravagant des suffragettes des films d'actualité d'avant-guerre. Nous évitions soigneusement de nous spécialiser en sociologie de la famille ou tout autre champ de recherche susceptible de paraître naturellement féminin. Il s'agissait plutôt de faire oublier cette féminité, gage possible de médiocrité et d'insipidité aux yeux des confrères et parfois des maîtres. Il y a plus qu'un intérêt anecdotique à souligner que la place des femmes dans la sociologie, pour celles des premières générations, a comporté entre autres fonctions, celles de préparer le café du mari accouchant d'une thèse, mettre de l'ordre dans ses papiers et dactylographier ses manuscrits, tout en pesant le pour et le contre de faire elles-mêmes une thèse ou un enfant. Celles de plus de trente ans qui ont fait carrière dans la sociologie l'ont fait malgré qu'elles fussent des femmes ; cela ne fait aucun doute dans leur esprit. Certaines ont laissé de côté ce qu'on appelle une vie de famille normale, d'autres ont fait des carrières de femme, interrompues, segmentées, retardées par le mariage et la maternité³. Il faut ainsi prendre la mesure de l'énergie déployée.

Dans le milieu universitaire et notamment en sociologie, on ne s'acharne pas contre les femmes ; jamais on ne leur bloque visiblement l'accès aux diplômes, aux bourses, aux emplois, aux subventions ou aux moyens de publication. La discrimination qui s'exerce contre les femmes prend sa source dans les règles normales du jeu de l'institution et ses effets ne sont que la conséquence normale de leur application. Ainsi, il suffit qu'une personne soit une femme pour que toutes les dimensions de sa place et de sa démarche au sein de l'institution en soient, de quelque manière, affectées négativement et que, en outre, cette personne en paraisse seule responsable. De cette forme du sexisme, il est difficile autant de se plaindre que de se protéger.

2. Il s'agit d'une approximation, les statistiques complètes n'étant pas disponibles.

3. Dans l'étude réalisée par le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur les femmes, de l'Université du Québec à Montréal, et présentée dans son *Rapport sur la situation des femmes à l'U.Q.A.M.*, à la Commission d'étude sur les universités, en 1978, on a constaté que dans le corps professoral de cette université, la proportion des personnes célibataires, séparées et divorcées était nettement plus élevée chez les femmes que chez les hommes, le groupe d'âge étant constant. Ce phénomène est observable dans d'autres milieux universitaires et dans d'autres professions : Isabelle Lasvergnas-Grémy l'a également relevé dans son échantillon des scientifiques québécois (voir son article dans les pages qui suivent).

Des recherches ont montré que les femmes ont bien moins de chances que les hommes de parvenir aux échelons supérieurs des études universitaires et qu'elles mettent parfois plus de temps à terminer ces études. Pour ces raisons parmi d'autres, les femmes qui accèdent au corps professoral des universités sont beaucoup moins nombreuses que les hommes, y compris dans les secteurs où elles forment la majorité des effectifs étudiants. Dans l'ensemble des universités nord-américaines, le tiers environ des professeurs sont des femmes contre la moitié, *grosso modo*, des étudiants et ces proportions masquent par ailleurs leur répartition très inégale entre les champs d'étude et d'enseignement. Les femmes, en effet, sont toujours concentrées dans les arts, les lettres, le secteur paramédical et celui de l'éducation; en outre, au sein de plusieurs disciplines, elles sont cantonnées dans des spécialités particulières, souvent les moins valorisées. Celles qui détiennent un diplôme universitaire élevé et notamment, celles qui font carrière dans l'enseignement et dans la recherche universitaires, sont généralement moins bien rémunérées sur le marché du travail que leurs collègues masculins. Elles reçoivent des subventions et des fonds de recherche beaucoup plus minces et elles atteignent plus rarement les grades élevés de leur profession. Aussi bien, les postes de responsabilité et de direction leur reviennent peu souvent. En gros, toutes ces tendances générales s'appliquent aux étudiantes, aux enseignantes et aux chercheuses en sociologie⁴. Bien que ces aspects quantitatifs de la situation puissent être aisément révélés, une bonne part des conditions qui génèrent l'infériorité des femmes dans l'institution scientifique et universitaire demeurent cachées. Par exemple, les étudiantes savent que les professeurs accordent souvent moins d'importance à leurs interventions en classe qu'à celles de leurs confrères; les enseignantes et les chercheuses savent que si elles sont mises en cause par les autorités, leur Département dans bien des cas, les défendra plus mollement qu'il ne défendrait un de ses membres masculins. Mais ces réalités connues des femmes, sont impossibles à démontrer.

Au cours des années soixante, l'extraordinaire développement de la fonction publique et du système scolaire, au Québec, créa une telle abondance de postes pour les sociologues que la discrimination sexiste eut peu d'effet sur l'emploi des femmes, au moment de l'embauche du moins. Les étudiantes diplômées en sociologie qui affluèrent sur le marché du travail dans la décennie suivante, firent face à une situation un peu plus difficile; pourtant, leur expérience scolaire les avait habituées à l'égalité du moins formelle. L'extrême concurrence qui prévaut aujourd'hui dans le domaine de l'emploi, peut désavantager plus nettement encore les femmes qui aspirent à pratiquer la sociologie, la discrimination structurée à l'endroit des femmes et les préjugés sexistes persistant dans la plupart des milieux. À supposer qu'elles résolvent de façon satisfaisante le dilemme toujours actuel du travail domestique et du travail salarié, il ne leur sera pas facile d'obtenir un emploi qui leur convient, dans le champ de la sociologie et d'y faire éventuellement carrière. Si, dans l'ensemble, l'avenir professionnel des jeunes sociologues n'est pas sans nuage, celui des femmes parmi eux, offre des motifs d'inquiétude sérieux. Aussi, la réflexion que présente ce numéro de la revue sur les femmes dans la sociologie, est-elle affectée d'une inconnue: l'avenir professionnel des femmes dans cette discipline. Car si nous n'étions pas suffisamment nombreuses au cours des dix ou vingt prochaines années, à participer à l'enseignement, à la recherche et à la production scientifiques, les chemins frayés aujourd'hui pourraient retomber en friche.

4. Tous les faits cités sont basés sur les documents suivants: *la Femme dans l'université canadienne, un compendium statistique*, Statistique Canada, 1975; le *Rapport sur la situation des femmes à l'U.Q.A.M.*, op. cit., 1978; le *Mémoire présenté par la Fédération des associations des professeurs des universités du Québec (F.A.P.U.Q.) à la Commission d'étude sur les universités*, 1978.

DU FÉMINISME À L'UNIVERSITÉ

La perspective féministe paraît récente en sociologie parce qu'on a oublié le nom et les travaux de femmes qui furent des pionnières tant du féminisme que de la sociologie, telles Harriett Martineau et Charlotte Perkins Gilman pour ne citer que deux exemples. Martineau peut être considérée comme la première sociologue; à la fin du XIX^e siècle, elle traduisit en anglais des œuvres d'Auguste Comte, publia le premier ouvrage de méthodologie des sciences sociales et divers autres travaux dont certaines études sur les femmes. Au début de ce siècle, Gilman fut l'auteur de nombreux ouvrages théoriques de sociologie et d'économie consacrés à l'analyse de la situation des femmes et des conditions de leur émancipation⁵. Sous l'impulsion du renouveau féministe, depuis une dizaine d'années, des femmes se sont regroupées pour travailler de concert, en sociologie aussi bien qu'en histoire, en science politique, en anthropologie, en lettres, en biologie, etc. Des recherches théoriques et empiriques en ont résulté, des cours, des thèses et des publications. Le caractère politique de ce développement doit être souligné car, quoi qu'on en pense souvent, le féminisme n'est pas principalement une affaire d'attitude et de mentalité. Les femmes sociologues qui lisaient avec ferveur, dans les années soixante, Simone de Beauvoir et Betty Friedan, étaient féministes de cœur comme la plupart des femmes le sont, implicitement, du seul fait d'occuper les places qui leur sont socialement imposées. Pourtant, il ne leur serait jamais venu à l'esprit que la révolte intime que chacune éprouvait eût dû orienter sa pratique de la sociologie. Nous reproduisons et nous faisons progresser la sociologie établie, celle de l'ordre masculin, y compris ses variantes critiques, marxistes et radicales. Malheureusement peut-être, la vérité est politique et nous n'avions qu'une vérité sans politique, ce qui fut sans doute le malheur des femmes de bien des générations.

Venus de France et des États-Unis au début des années soixante-dix, les premiers écrits féministes bouleversaient en premier, notre conception subjective du cheminement personnel que nous avions chacune vécu. Ces événements, ces sentiments, ces choix tellement intimes, privés et singuliers, prenaient place dans l'ordre des faits sociaux, politiques et culturels, qui désigne la condition commune aux femmes de cette société. Cette première forme de la libération car c'en est une, répond à la définition que donnait C. Wright Mills de l'imagination sociologique: la capacité intellectuelle de se représenter des phénomènes en apparence uniques et particuliers, dans leur contexte général et sous leur angle universel. Par exemple, la performance scolaire, le choix d'un conjoint ou d'une profession, la relation conjugale, la satisfaction au travail, les rapports entre subordonnés et supérieurs, etc. Déjà sociologues de formation, nous naissons une seconde fois, si on peut dire, à la sociologie en apprenant à interpréter socialement notre propre vie; «interpréter (ayant) pour signification première: percevoir la totalité à partir des traits du donné social⁶».

Ainsi, les premières démarches et les premières interventions féministes en sociologie et dans les autres sciences humaines, demeurèrent étroitement rattachées au vécu des femmes concernées. Le cours intitulé histoire et analyse de la condition féminine, offert à l'université du Québec à Montréal, en 1972, fut exemplaire à cet égard et à d'autres. Premier enseignement féministe au Québec, dans le milieu francophone du moins, il dépendait d'un collectif pluridisciplinaire de dix femmes professeurs. Il était organisé et dispensé sur une base volontaire bien qu'il fut crédité aux quelque deux cents étudiantes et étudiants qui y affluèrent dans le désordre et l'enthousiasme. Exposés et débats de style académique, confessions et témoignages personnels y alter-

5. On trouvera une biographie de ces deux auteurs et des extraits de leurs travaux, dans Alice S. Rossi, éd., *The Feminist Papers*, New York, Columbia University Press, 1973.

6. Theodor W. Adorno, dans T. Adorno et K. Popper, *De Vienne à Francfort, la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1979, page 32.

naient, composant une scène pédagogique inusitée. Cette expérience dut se reproduire partout où des collectifs de femmes parvinrent à organiser, au cours des années suivantes, les premières activités universitaires inspirées par le féminisme.

Aujourd'hui encore, ce type d'activité comporte des exigences particulières sur le plan de la méthode, en particulier celles de la pédagogie. Il n'est pas de recherche ou d'enseignement sur les femmes qui n'engagent la vie de celles qui y sont impliquées, professeurs, chercheuses, étudiantes... et la vie est plus qu'une vue de l'esprit. Qu'on s'étonne et qu'on se scandalise même de ce qu'une certaine passion, *via* les femmes, fasse irruption dans la sociologie, témoigne peut-être du peu d'intérêt que professeurs, chercheurs et étudiants éprouvent pour les objets conventionnels de la sociologie — les classes, la culture, l'État et autres — qu'ils traiteraient supposément de manière objective. Un débat épistémologique ancien et toujours vivant oppose l'engagement et l'intervention des valeurs dans la recherche et l'enseignement en sciences sociales, à la neutralité et au détachement. Les sociologues féministes n'éprouvent pas en général cette contradiction. Conscientes d'être à la fois l'objet et le sujet de leur réflexion sociologique, elles comprennent autrement la nature de la démarche qui pourrait caractériser ce mode du savoir. Ni abandon au mouvement intérieur, ni soumission à l'ordre extérieur, que ce soit celui de la ligne politique ou celui du modèle scientifique, la sociologie serait dans cette perspective, un travail d'élucidation et d'interprétation dans le contexte d'une critique de la société, critique demeurant une critique de soi, c'est-à-dire de sa place dans cette société et de son point de vue sur cette société.

Une fois retombé l'émoi que suscitèrent les premières interventions féministes dans les activités de l'université, l'enseignement et la recherche sur les femmes acquièrent, en apparence du moins, leurs lettres de créance. Des cours et même des cycles de cours existent dans la plupart des institutions, des recherches sont en cours, des thèses en rédaction et les publications scientifiques abondent de même que les conférences, colloques et congrès. Hughette Dagenais, dans les pages qui suivent, analyse exhaustivement l'état actuel des études sur les femmes à l'université. Cependant, rien de tout cela n'était gagné d'avance et rien ne paraît pour l'avenir, fermement assuré. En effet, des batailles plus ou moins âpres ont été nécessaires pour rendre possibles ces activités, obtenir les ressources qu'elles requièrent et faire reconnaître leur validité. Nulle part les femmes intéressées n'y sont parvenues sans se regrouper, la plupart du temps sur une base plus large que leur discipline ou leur Département. Ce caractère pluridisciplinaire des équipes féministes et des perspectives qui orientent leur travail, rompt avec l'habitude universitaire moderne de se claquemurer dans un Département et de se cantonner dans une discipline et plus étroitement encore, dans une spécialité. Le caractère amical de ces équipes de travail doit être aussi souligné parce qu'il rompt avec cette autre habitude institutionnelle de séparer la personne de la fonction.

Dans ce contexte, les femmes universitaires ont canalisé à leur avantage le féminisme en tant que mouvement social; elles ont puisé largement dans les ressources que ce mouvement leur offrait: organisation, support politique, moyens techniques, etc. Ainsi, elles ont profité du succès que le mouvement a connu qui leur assurait une clientèle, des moyens et des débouchés et, en outre, inclinait à la tolérance et à la collaboration dans une certaine mesure, les autorités et les bailleurs de fond. Dans la mesure où sous certains aspects, le féminisme est une mode, il passera; peut-être même est-il passé déjà. En ce cas, on pourrait s'attendre à ce que certains préjugés sexistes reparassent, dans l'administration des programmes, le financement de la recherche, l'édition, etc., et que jointe à cela, la crise financière que traversent les institutions gouvernementales et universitaires les rendent moins accueillantes aux activités et aux projets des femmes.

Si le travail des féministes, en sociologie, est toléré voire encouragé, il n'en reste pas moins marginal. Il n'est pas valorisé par les hommes qui représentent, on le sait,

la très large majorité de ce qu'on appelle la communauté scientifique et la quasi-totalité des cadres et des autorités dans les milieux de la recherche et de l'enseignement. Dans ces milieux, le travail d'inspiration féministe représente l'équivalent symbolique du travail domestique. En effet, que les femmes s'occupent de la cuisine, des enfants et du ménage à la maison, de la famille et de la condition féminine dans la sociologie, rien de plus normal, rien qui ne mérite moins d'attention. Qu'elles discutent entre femmes de problèmes de bonne femme, cela n'intéresse personne à part elles. Croient-elles, cependant, faire valoir et reconnaître leur production au même titre que des travaux d'intérêt supposément universel sur des sujets soi-disant asexués, c'est une autre affaire... La sociologie des femmes est en voie de devenir une spécialité reconnue mais aussi, du point de vue de l'institution, un ghetto, une voie de garage, un cul-de-sac. Autrement dit, elle permet de faire carrière dans la sociologie mais il s'agit d'une carrière féminine, c'est-à-dire une sous-carrière. Celles d'entre nous qui ont cheminé dans les voies conventionnelles de la sociologie, ont acquis des compétences dans des champs de recherche mieux cotés sur le marché de la profession, ce qui leur permet de sacrifier sans grave conséquence à leur intérêt pour les sujets dits féminins. Celles qui sont venues à la sociologie et au féminisme en même temps et qui se sont engagées d'emblée dans la recherche et l'enseignement sur les femmes, courent un risque plus sérieux. Elles seront soutenues par d'autres femmes, féministes, mais elles pourront être considérées dans le milieu comme des sociologues de seconde zone. Leurs collègues masculins seront les principaux responsables de cette subtile infériorisation mais aussi certaines de leurs collègues y participeront, soit qu'elles craignent la dévalorisation professionnelle par contagion, soit qu'elles conçoivent le féminisme comme un engagement intellectuel et politique différent du leur et menaçant potentiellement son efficacité. Au cours des dernières années, on a souvent accusé les féministes qui exercent des professions — universitaires, artistes, journalistes, etc. — de faire carrière sur le dos des femmes et au dépens du mouvement. L'accusation n'est pas dénuée de fondement comme le montre par exemple, l'analyse de Diane Lamoureux dans les pages qui suivent, mais peut-être oublie-t-on combien cette sorte de carrière est ingrate, le plus souvent.

TROIS NOUVELLES VOIES DE RECHERCHE

Les travaux de la sociologie des femmes peuvent être divisés, *grosso modo*, en trois catégories. La catégorie dans laquelle se situent le plus grand nombre de recherches, est celle qui traite des femmes en tant que variable ou objet de l'analyse sociologique, selon les méthodes conventionnelles et dans le cadre des théories usuelles. Le résultat de ces recherches révèle ce qu'on pourrait appeler du point de vue de la sociologie masculine, la différence sociale liée au sexe féminin. Au cours des dernières années, ces recherches ont mis à jour un ensemble de faits sociaux, largement ignorés jusque-là. Elles ont exploré et interprété les places et les fonctions particulières des femmes, leurs attitudes, opinions, conduites et comportement; elles ont reconstitué leur histoire, leur langage, leurs formes d'échange, d'organisation, de rapports sociaux et elles ont découvert leurs modèles propres de carrière, de mobilité sociale, etc. Ce « fait féminin » est devenu l'objet de ce que les sociologues américaines ont qualifié du terme quasi intraduisible de « *sociology of gender*⁷ ».

7. Comme exemples de cette démarche, voir entre autres : L. Davidson et L. Kramer Gordon, *The Sociology of Gender*, Chicago, Rand McNally College Publishing Company, 1979. Laurel Richardson Walum, *The Dynamics of Sex and Gender: A Sociological Perspective*, Chicago, Rand McNally College Publishing Company, 1977. M. Texler Segal et C. White Berheide, « Towards a Women's Perspective in Sociology: Directions and Prospects », dans Scott G. McNall, éd., *Theoretical Perspectives in Sociology*, New York, St. Martin's Press, 1979.

Cette démarche a enrichi la sociologie de même que l'histoire, la psychologie, la science politique et les autres disciplines dans lesquelles la perspective féministe a pénétré. Les femmes sont apparues là où elles étaient déjà présentes mais demeuraient invisibles au regard de la discipline. En effet, la sociologie par exemple, a toujours pris les femmes en considération mais en tant qu'elles occupaient des places, exerçaient des fonctions et remplissaient des rôles utiles et profitables aux hommes, à la reproduction de leur monde et de leur vision du monde : mères, épouses, consommatrices, électrices, prostituées et suicidées. Les théoriciens importants de la sociologie ont porté sur les femmes le même regard idéologique que leurs contemporains. Ce regard aveugle de Marx qui ignore ce (celle) qui s'inscrit dans son schéma de la production capitaliste, entre le salaire payé à l'ouvrier et la reproduction de la force de travail, génératrice de plus-value actuelle et à venir. Cet autre regard aveugle de Weber qui ignore non seulement le terme bourgeois mais plus complètement encore le terme masculin de son équation du progrès : rationalité = capitalisme + bureaucratie + protestantisme. Le regard patriarcal de Durkheim qui réserve implicitement aux femmes les institutions compensant l'effet de l'anomie ; celui de Parsons qui relègue le féminin aux fonctions de la « latence » dans un système théorique qui « récompense » la contribution des femmes aux seules dimensions privées et subjectives des valeurs : diffusion, qualité, spécificité, particularisme.

Les recherches féministes qui se rattachent à la sociologie du sexe (au sens de « *gender* »), ont bouleversé la perspective traditionnelle de la discipline dans ce domaine mais elles n'en ont pas remis en question les fondements épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Au contraire, on a l'impression qu'elles contribuent à certains égards, à restaurer la légitimité et la validité de la sociologie que plusieurs décennies de pratique conservatrice et misogyne ont partiellement compromises. La sociologie des femmes prend sa source dans un nouvel intérêt de connaissance, au sens de Habermas, susceptible dans une certaine mesure de renouveler l'inspiration et de restaurer le crédit de la discipline. Effet comparable à celui de l'irruption, en son temps, de l'intérêt de la classe ouvrière dans la science sociale. À cet égard, il est particulièrement intéressant d'observer l'effet dynamique et bienfaisant de la recherche féministe sur la sociologie américaine, qui représente par ailleurs un des derniers remparts de cette discipline en tant qu'institution et profession.

Dans la seconde catégorie de recherches sur les femmes, celles-ci représentent moins une variable de la sociologie qu'une catégorie critique, pourrait-on dire, à laquelle le discours sociologique se trouve confronté et opposé. Ce mode d'irruption du féminin dans la discipline y a généré des problématiques originales et introduit des théories et des concepts nouveaux mais il a surtout provoqué la redéfinition, la reformulation et l'adaptation des instruments existants. Il s'agit ainsi d'une démarche critique mais qui demeure à l'intérieur du cadre actuel de la sociologie : son langage et sa logique. Quelques exemples de nature variée permettront d'illustrer cette perspective dont il faut remarquer, par ailleurs, qu'elle ne suit ni ne précède dans le temps, la perspective adoptée par les recherches qui se situent dans la première catégorie. Bien qu'il existe entre les deux démarches d'occasionnels recoupements, la forme et le résultat de leur questionnement demeurent différents.

Andrée Michel et les auteurs qu'elle a réunis dans le recueil d'études sur les femmes dans la société marchande, ont reformulé la notion de production et les notions correspondantes de valeur, de rémunération, de force de travail et autres, de manière à y inclure l'activité domestique et ménagère des femmes dans la société capitaliste actuelle. Sur la base des catégories ainsi redéfinies, des indicateurs nouveaux sont proposés et des données nouvelles sont fournies à la sociologie économique⁸. Dans une

8. Andrée Michel édit., *les Femmes dans la société marchande*, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1978.

perspective semblable, Christine Delphy a remis en question la démarche théorique et méthodologique adoptée par les recherches fonctionnalistes sur la stratification sociale. Elle a démontré que les catégories et les instruments de mesure utilisés d'habitude, masquent le caractère dépendant du statut social des femmes et empêchent de considérer le type de mode de production, non capitaliste et non industriel, auquel ce statut féminin renvoie⁹. Partant, en revanche, des théories marxistes du capitalisme, Zillah Eisenstein et les auteurs des textes de l'anthologie *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, ont interrogé les concepts de production, de travail et de reproduction, tentant de les redéfinir de manière à y inclure la fonction des femmes et leur mode d'intégration économique et politique dans la société capitaliste¹⁰. De son côté, Colette Guillaumin a proposé le concept de sexage et celui de classe de sexe, qui se surajouteraient à celui des classes définies par les théories du mode de production et étendraient aux rapports entre les sexes, les catégories de la propriété et de l'appropriation¹¹.

Contrairement aux recherches qui se situent dans la première catégorie — celles qui traitent les femmes comme objet ou variable — les travaux critiques qui correspondent à la deuxième catégorie pourraient avoir pour effet de miner le discours sociologique de l'intérieur. En effet, une méthode, un concept ou une théorie ne peuvent être reformulés, adaptés ou redéfinis sans risque. Au-delà de limites peu extensibles, ils éclatent et perdent leur sens. Si on coud une pièce de tissu neuf sur un vieux vêtement, il risque de se déchirer; or, c'est ce qui arrive actuellement. De larges pans de la théorie marxiste, du structuralisme et du fonctionnalisme résistent peu ou prou au raccommodage féministe. Pourtant, cette mésaventure passe à peu près inaperçue. Les théoriciens de la sociologie et ses épistémologues sont en majorité des hommes et, pour la plupart, ils semblent ignorer les travaux de la critique féministe. En revanche, les femmes sociologues qui connaissent bien ces travaux ne semblent pas en tirer les conclusions qui s'imposeraient. Elles n'osent pas souvent admettre qu'une méthode, un concept, une théorie qui ne résistent pas à leur critique, ne sont plus tellement utiles à la sociologie même et peut-être surtout si on a pu réussir à en féminiser l'expression. Cette féminisation des concepts et des théories, dont le mode de production patriarcal, le sexage, la politique du sexe sont des prototypes, est l'équivalent de la reprise perdue des couturières...

On peut douter de ce que l'appellation patriarcale puisse sauver la théorie du mode de production et les notions mêmes de production et de rapports de production, de l'abîme dans lequel les a précipitées l'irruption sur la scène théorique du travail domestique, de la procréation et de l'échange matériel entre les sexes. Il n'est pas certain non plus que l'introduction de la notion sociologique du sexe («gender») puisse parer le coup que le féminisme par son existence même, porte aux théories fonctionnalistes des rôles, de la stratification, de la division et de la différenciation sociales. Et la possibilité est également mince de réconcilier la thèse de la politique du sexe («sexual politics») et les théories établies de la sociologie politique que rend caduques la mise à jour d'un système universel de relations de pouvoir entre les sexes, qui traverse, fonde et inclut tout à la fois la domination des castes, classes, élites et autres ensembles politiques. Ce ne sont que des exemples; confronté aux femmes en tant que catégorie critique, le discours sociologique s'effrite et, paradoxalement, les sociologues féministes s'entêtent à le rétablir par un effort extrême d'invention théorique et d'innovation

9. Christine Delphy, «Les femmes dans les études de stratification», dans Andrée Michel, édit., *Femmes, sexisme et sociétés*, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1977.

10. Zillah R. Eisenstein, édit., *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1979.

11. Colette Guillaumin, «Pratique du pouvoir et idée de Nature : 1. l'appropriation des femmes», *Questions féministes*, n° 2, février 1978; «Pratique du pouvoir et idée de Nature : 2. le discours de la Nature», *Questions féministes*, n° 3, mai 1978.

méthodologique. Cesser de reproduire ce discours exigerait l'invention d'un langage et d'une logique autres. Or, nous ne savons pas ce que cela serait ni si même, cela pourrait être, si les recherches actuelles que mène la sociologie féministe pourraient progressivement conduire à cette sociologie de remplacement ou si celle-ci impliquerait plutôt une rupture complète avec la pratique actuelle.

Les auteurs qu'on peut rattacher à la troisième catégorie de recherches féministes, affirment catégoriquement la possibilité d'un tel discours et d'une telle pratique de la sociologie, radicalement différents de leur forme actuelle. Les femmes deviendraient le sujet, c'est-à-dire le siège et le support de cette connaissance; sur cette base, la théorie et la méthode se trouveraient entièrement réorganisées. Cette problématique présuppose que la sociologie actuelle est un univers masculin du discours, que les femmes en sont absentes ou qu'elles ne peuvent y entrer sans renoncer à leur intérêt et à leur point de vue propres. En revanche, la nouvelle sociologie des femmes, pour employer l'expression de Meredith Gould¹², serait une forme particulière de cette « parole de femme » dont certaines ont célébré l'avènement dans la prose littéraire et dans la poésie¹³. Du point de vue sémantique, la parole-pensée-femme résulterait, comme l'énonce Julia Kristeva, de l'« effort nécessaire pour s'arracher à une jouissance aphasique, réceptacle maternel, mais aussi pour s'extraire du sillage si facile de la répétition des sermons paternels¹⁴ ».

Cependant, cette sociologie des femmes demeure principalement un projet. Certaines, telles Meredith Gould, Dorothy Smith, Christine Delphy, ont tenté au cours des dernières années, d'explicitier ses prémisses épistémologiques¹⁵. Selon Dorothy Smith, il faut « mener l'analyse de la société et de l'économie en partant de la perspective des femmes », ce qui implique, d'une part, la reconnaissance du fait que « le point de vue inhérent aux sciences sociales établies est un regard latéral, une quête à partir d'un lieu différent » et, d'autre part, la construction d'une « sociologie pour les femmes », c'est-à-dire, « à partir du point de vue des femmes une sociologie égale en envergure à celle qui a été développée du point de vue des hommes¹⁶ ». Pour Christine Delphy, le féminisme en tant que point de vue théorique doit viser une révolution de la connaissance comme le mouvement féministe vise une révolution de la réalité sociale. Cette connaissance serait une expression du matérialisme mais aussi un renouveau, une « extension » de celui-ci; « elle apporterait un point de vue matérialiste jusqu'ici ignoré — celui de l'oppression des femmes — c'est-à-dire un *regard* nouveau, et non un nouvel objet; et ce regard s'appliquerait nécessairement à la totalité de l'expérience humaine, individuelle ou collective¹⁷ ». Dans une perspective un peu différente des précédentes, Danielle Juteau-Lee propose dans les pages qui suivent, une conception « partielle et partiale » de la sociologie: point de vue des « minoritaires », c'est-à-dire des groupes sociaux opprimés que les visions universelles du social, neutres ou partiales, ont exclu ou refoulé. Cette conception de l'auteur appelle une nouvelle sociologie des femmes mais aussi bien une nouvelle sociologie des noirs, des communautés culturelles dominées, des sociétés dépendantes, etc.

Ce projet d'une nouvelle ou future sociologie des femmes soulève certaines questions épistémologiques que seule la mise en œuvre du projet pourra permettre de résoudre mais qu'il n'est peut-être pas inutile de chercher à formuler dès maintenant. Il paraît

12. Meredith Gould, « The New Sociology », *Signs*, vol. 5, n° 3, printemps 1980.

13. On pense ici à Annie Leclerc, Hélène Cixous, Madeleine Gagnon, Nicole Brossard et d'autres.

14. Julia Kristeva, *Polylogue*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 512.

15. Plusieurs femmes ont entrepris un travail similaire dans la philosophie, y provoquant un débat passionné sur la méthode et le langage de cette discipline. Voir, à titre d'exemple, le numéro spécial sur « Femme et philosophie », de *Phi Zéro*, vol. 9, n° 2, février 1981. Voir aussi, Louise Marcil-Lacoste, « Féminisme et rationalité », dans Theodore F. Geraets, édit., *la Rationalité aujourd'hui*, Ottawa, Les éditions de l'Université d'Ottawa, 1979.

16. Dorothy E. Smith, « Le parti pris des femmes », dans Yolande Cohen, édit., *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981, p. 143.

17. Christine Delphy, « Pour un féminisme matérialiste », *l'Arc*, n° 61, 1975, p. 65, souligné par l'auteur.

certaines indispensable que les femmes passent du statut d'objet au statut de sujet du discours et de la pratique sociologiques. On doit toutefois se demander si ce sujet féminin, à l'instar du sujet masculin établi dans la sociologie, se trouverait libéré de son sexe en tant que condition formelle de l'énonciation et de l'intervention ou s'il demeurerait captif du sexe, c'est-à-dire de la féminité, celle-ci représentant la condition et même le fondement, pour le sujet, de l'énonciation et de l'intervention. Dans le premier cas, la sociologie femme serait seulement de la sociologie, ce qui représenterait beaucoup mais rendrait néanmoins paradoxale la logique de la démarche : celle-ci s'enracinerait dans la féminité pour mieux s'en détacher. Dans le second cas, la sociologie femme risquerait de reproduire indéfiniment le sujet féminin dans sa spécificité et dans sa différence, c'est-à-dire de reproduire les conditions idéologiques de l'oppression, au-delà de la prise en charge intellectuelle de cette oppression. Ce qui équivaldrait à nier l'intention émancipatoire qui anime le projet féministe dans la sociologie. Évidemment, le « sujet libre » du discours et de la pratique sociologiques est une fiction et un prétexte. La critique de classe comme la critique féministe l'ont assez montré : le « il » et le « nous » du sociologue sont les pronoms de l'arbitraire-occidental, blanc, bourgeois, mâle, etc. Ne se pourrait-il pas toutefois que sans la fiction et sans le prétexte de cette arbitraire liberté, il n'y ait pas de sociologie mais seulement de la politique ou de la poésie, c'est-à-dire l'intérêt ou la subjectivité discourant en soi et pour soi. La réflexion sociologique ne peut partir que de l'expérience particulière du sujet mais la connaissance qui en est le terme et l'intention, représente une intuition de la totalité — autrement dit des formes et des principes d'organisation universels — qui structure et rend possible cette expérience. Ainsi, il se pourrait que pour les femmes comme pour tout autre sujet, cette connaissance soit une affirmation de soi (et dans leur cas, de la féminité), qui exigerait cependant l'abandon, la mise entre parenthèses de soi pour parvenir au terme indéfiniment renouvelable de son développement : la conscience sociale de l'irréductiblement singulier. Ces problèmes doivent demeurer ouverts mais on peut d'ores et déjà en conclure que la possibilité d'une sociologie des femmes met en question cette discipline même : ses intentions, son fondement et ses règles. Une nouvelle aventure : une pratique et une conception renouvelées de la sociologie pourraient en résulter. Ou un monceau de cendres : le bûcher refroidi d'une tradition de pensée et d'intervention de nature et d'usage assez douteux en fin de compte. Il pourrait aussi ne rien se passer ; comme on dit, cela passerait à côté...

UNE SYNTHÈSE PARTIELLE ET PROVISOIRE

Ce numéro de *Sociologie et sociétés* témoigne aussi bien de cette déconstruction par les femmes du savoir de la sociologie que de la renaissance qu'elles y opèrent déjà¹⁸. Jusqu'à très récemment, le travail des sociologues féministes demeurait parcellaire, dispersé et souvent obscur, au point qu'il aurait été impossible de leur demander d'en dresser le bilan dans un champ ou l'autre de la discipline. Or, non seulement une telle synthèse du travail des femmes est-elle maintenant possible, dans divers champs, mais comme le montrent les articles qui suivent, elle déborde largement ses cadres et formule les conditions de son approfondissement et de son renouvellement. L'espace dont dispose la revue ne permettait malheureusement pas d'y accueillir autant de contributions d'auteur qu'il en aurait fallu pour couvrir l'ensemble des préoccupations et des

18. Ce numéro de la revue a été produit collectivement par les auteurs des textes qui y sont regroupés. Renée B.-Dandurand, Danielle Juteau-Lee, Yolande Cohen (dont un texte était initialement prévu) et moi, en avons élaboré le cadre général et imaginé les thèmes. Puis, les auteurs se sont réunies pour une journée d'échange qui a permis de fixer le cadre et le contenu de la contribution de chacune au numéro. On a par la suite, demandé à Colette Guillaumin, Diane Lamoureux et Colette Carisse, d'ajouter leur contribution à ce travail collectif, ce qu'elles ont aimablement accepté de faire, dans des délais très courts.

perspectives de la sociologie des femmes. Ainsi, le secteur de la politique et celui de l'éducation de même que ceux de l'idéologie, de la religion et de la production culturelle, ont dû être laissés de côté bien que les travaux féministes y soient nombreux et intéressants. Malgré ces lacunes, le présent numéro permet de saisir l'ampleur du travail entrepris par les femmes en tant que sociologues; il permet aussi de comprendre l'unité de leur démarche dans la diversité des objets, des méthodes et des voies de recherche. Cette unité est celle de la pratique féministe transposée dans le champ de la théorie et de l'analyse sociologiques: refus du pouvoir mâle en tant que pouvoir de définition et de réduction des femmes, conquête de l'autonomie en tant que liberté de reconstruire la réalité à partir de soi.

Les articles de Colette Guillaumin et de Danielle Juteau-Lee abordent les questions épistémologiques fondamentales qui doivent précéder et accompagner la démarche sociologique des femmes. Comment un groupe social opprimé peut-il se situer dans le champ d'un savoir construit hors de lui et contre lui? C'est l'interrogation profonde à laquelle se rattache l'ensemble d'une réflexion, inspirée pour Colette Guillaumin par l'analyse des fondements racistes aussi bien que sexistes d'une vaste tradition de la science sociale, informée pour Danielle Juteau-Lee par l'étude des pratiques théoriques et méthodologiques de la sociologie établie tant marxiste que fonctionnaliste. Ces textes bouleversent radicalement les termes de tous ces débats stériles auxquels il a été fait allusion précédemment, qui opposent la science et l'objectivité aux valeurs et à l'engagement. Les deux auteurs ébauchent, chacune à sa manière et dans sa terminologie, une conception plus neuve et libératrice de la pratique des sciences sociales. Une telle conception trouvera des échos non seulement auprès des femmes mais auprès d'autres « minoritaires » et « marginaux » qui tentent de percer, ici ou là, le mur du discours savant dominant. Cette démarche, comme le montre l'article de Hughette Dagenais, débouche nécessairement sur une lutte concrète dans les institutions du savoir et contre elles. Son texte retrace les étapes essentielles de la prise de conscience et de parole féministe telle que vécue par les enseignantes, chercheuses et étudiantes, dans l'université en général et dans le secteur de la sociologie en particulier. En plus d'établir un bilan qui s'avérait depuis longtemps nécessaire, des acquis de cette lutte institutionnelle, l'auteur analyse d'une manière claire et lucide les multiples problèmes — récupération, « ghettoïsation », isolement, etc. — que rencontrent les participantes et qu'elles devront résoudre à leur avantage dans les années à venir.

Les textes de Louise Vandelac et de Isabelle Lasvergnas-Grémy fournissent deux exemples différents mais également remarquables de l'impact de la perspective féministe sur la recherche, théorique dans le premier cas et empirique dans le second. Les auteurs nous livrent ici les résultats partiels d'une investigation très vaste, pour Louise Vandelac des catégories de la sociologie et de l'économie politique en tant qu'elles sont appliquées à l'activité productive des femmes et, pour Isabelle Lasvergnas-Grémy de la situation des femmes dans le domaine de la science, envisagée sous l'angle de son discours et celui de sa pratique institutionnelle. La démarche respective des deux auteurs bouleverse profondément tant la méthode de recherche usuelle dans le champ considéré que certaines des évidences qu'on y croyait acquises. Elles ouvrent ainsi des avenues insoupçonnées dans un cas, à la sociologie du travail et dans l'autre, à la sociologie de la science et de la profession scientifique.

Quatre synthèses de l'apport des femmes aux secteurs de la sociologie de la famille, des organisations, des mouvements sociaux et de la santé, forment l'assise, si on peut dire, de ce numéro. Il n'est pas exagéré de croire que les dossiers présentés ici respectivement par Renée B. Dandurand, Peta Sherif et Jane Campbell, Diane Lamoureux, et Dominique Gaucher, France Laurendeau et Louise-Hélène Trottier, marqueront une étape du développement de la recherche dans chacun de ces champs. En effet, les auteurs s'appuient sur un travail de documentation et d'exploration exhaus-

tif des études effectuées dans chaque cas, au cours des dernières années et elles en proposent un mode de lecture et d'interprétation original. La méthode qu'elles ont adoptée permet de comprendre la relation symbiotique entre le mouvement féministe et la sociologie des femmes, en partant d'objets et de catégories de cette sociologie aussi diversifiés que la reproduction, le couple et la famille, la gestion, l'administration et les appareils bureaucratiques, les acteurs et les mouvements sociaux, le corps, la maladie et la santé. Dans chacun de ces lieux de recherche, la « rupture » que provoque le point de vue des femmes et la dynamique qu'il instaure, se révèlent manifestement. Chacun de ces articles mériterait à lui seul de longs commentaires ; leur conclusion respective, en particulier, soulève des questions cruciales qui susciteront discussion et débat entre les théoriciens, les chercheurs et les praticiens, de l'un ou l'autre sexe, dans chacun des domaines de recherche considérés. Questions qu'on pourra d'autant plus malaisément ignorer qu'elles remettent en cause les prémisses de la théorie et de l'analyse en tant que regard masculin, point de vue de l'ordre, discours de l'oppression.

La lettre que Colette Carisse adresse à ses étudiantes par l'intermédiaire de ce numéro de la revue, y apporte une brève et émouvante conclusion. Celle-ci, à l'instar des textes qui la précèdent, invite au dépassement d'un savoir qui doit toujours être jugé relatif et provisoire, aussi neuf et révolutionnaire soit-il. L'auteur écrit en tant que professeur, mettant entre parenthèses sa carrière de pionnière de la recherche en sociologie des femmes et de la famille. C'est une troisième génération de femmes sociologues, en formation, que Colette Carisse interpelle au-dessus des voix de celles de la seconde génération, dont plusieurs furent aussi ses élèves et sont aussi les professeurs de Dorothee, Manon et les autres. L'essai de ces étudiantes sur l'accouchement à domicile que leur professeur évalue ici selon les critères de l'expérience vécue et ceux de l'analyse sociohistorique, est un des résultats intéressants de cette démarche féministe que des groupes de plus en plus nombreux d'étudiantes entreprennent chaque année, dans leurs cours, travaux de recherche, mémoires et thèses. Cette sociologie des femmes que Colette Carisse interroge et invite à l'autocritique, est peut-être un pont entre ce passé et cet avenir que l'auteur évoque dans sa lettre et dont elle a le courage, rare parmi nous, de ne pas désespérer.

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Sans doute adviendra-t-il de la sociologie des femmes ce qu'il adviendra des femmes et de leur mouvement. En effet, le discours et la pratique sociologiques des femmes suivent les circonvolutions du processus social de libération. Processus marqué d'ambiguïtés et de difficultés que notre réflexion, à défaut de relever, devrait pouvoir au moins diagnostiquer. Cela rappelle la fable de Malina Poquez sur la rupture épistémologique fondamentale.

Après la Libération massive qui eut lieu à l'Ère de la Grande Rupture, les femmes crurent que puisque les hommes n'avaient plus d'emprise sur elles, elles pourraient se laisser aller à leurs élans les plus fous. [...] Le bilan fut catastrophique : les femmes se mirent à mourir. Les savantes se penchèrent sur le problème en se retenant à la rampe (elles étaient elles aussi affaiblies... et voyaient tout tourner). Elles durent ouvrir les cadavres à des fins d'analyse¹⁹.

Selon la fable, on découvrit dans le cœur des femmes de minuscules bouquets de fleurs bleues et on comprit alors d'où venait le mal. Le diagnostic actuel doit être davantage poussé car les cœurs contiennent aussi des herbes, des arbres et des forêts où les femmes, savantes ou non, risquent de s'égarer...

19. Malina Poquez, « La rupture épistémologique fondamentale », *Questions féministes*, n° 4, novembre 1978, p. 9.

Les optimistes affirment que le mouvement des femmes se trouve présentement au carrefour. De quels chemins? On ne sait trop. Les pessimistes affirment qu'il est dans l'impasse. En réalité, il est difficile de comprendre sa place dans le courant de l'histoire et le sens objectif de son combat; même la conscience subjective de cette place et de ce sens n'est pas toujours claire. À preuve, les ambivalences manifestes des femmes et des féministes en particulier, au cours des dernières années. Ainsi, les femmes ont lutté pour et contre leur intégration dans la société dite mâle. Pour, au sens où elles réclament et occupent déjà dans une certaine mesure, des places nouvelles dans cette société, refusant pour la plupart de s'en tenir aux anciennes fonctions de mère, épouse, maîtresse, servante, égérie, etc. Contre, au sens où elles répugnent bien souvent à endosser l'uniforme de leurs nouvelles fonctions: le pouvoir, l'autorité, l'ambition, la performance, la compétition, l'impassibilité, l'impersonnalité... et continuent à tricoter en rêve pour des enfants incertains. De même, les féministes se sont beaucoup préoccupées des ménagères, archétype à divers égards de la femme opprimée. Toutefois, on ne sait plus si le féminisme veut revaloriser les ménagères et empêcher leur déqualification ou s'il veut leur disparition, leur exode massif hors des banlieues ghettos. Les ménagères quant à elles, le savent moins encore²⁰. Dans un autre ordre d'idées, on remet couramment en question dans divers milieux féministes, les pratiques liées à la sexualité qui ont jadis représenté le symbole même de la libération: l'avortement, la contraception, l'amour libre, le lesbianisme et autres²¹. Le lesbianisme, en particulier, connaît une évolution paradoxale. Dans la mesure où il s'est défini comme la pratique authentique du féminisme, il s'est coupé du courant central du mouvement mais dans la mesure où ce courant central a été absorbé par les institutions, publiques (partis, appareils, État) et privées (atomisation des pratiques émancipatoires dans le couple, la famille, etc.), le lesbianisme est devenu le féminisme à lui seul, en tant qu'organisation spécifique et autonome de la libération des femmes. Enfin, se jugeant exclues du discours et du pouvoir en général, les féministes en ont inventé et exercé des formes nouvelles, dites féminines toutefois et valorisées à ce titre. Dans l'ordre littéraire et scientifique, la nouvelle écriture des femmes et la nouvelle sociologie qui ont été précédemment évoquées, en fournissent l'exemple. Dans l'ordre politique, on peut citer le mouvement des femmes pour le désarmement et la paix, de même que l'écoféminisme. Le débat dans les milieux féministes que le phénomène des Yvette a suscité, à l'occasion du référendum, a favorisé ici l'élaboration de cette conception nouvelle et paradoxale d'un pouvoir féministe mais féminin²².

On a souvent tendance à faire porter au féminisme, en tant qu'idéologie et en tant que mouvement, la responsabilité de ces diverses ambiguïtés et difficultés. Celles-ci refléteraient essentiellement les limites ou les excès du féminisme, ses erreurs d'analyse ou de stratégie. L'incertitude et l'ambivalence actuelles de la libération seraient encore la faute des femmes²³! L'hypothèse selon laquelle ces problèmes dépendraient davantage de la résistance et de la réaction qui s'opposent au processus de libération, paraît toutefois plus conforme à la réalité. Au cours des dernières années, les femmes ont dû prendre conscience, individuellement et collectivement, du coût de leur libération. Le prix à payer comprend la perte des droits et privilèges que leur accorde la société, tant et aussi longtemps qu'elles s'acquittent de fonctions profitables au capital et à l'État, en

20. Voir, par exemple, l'étude récente de Solange Boucher-Guérin et Djamila Ould-Kada, *le Problème de la réinsertion sociale et professionnelle de la femme du deuxième âge à travers l'expérience de Nouveau Départ*, mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal, 1981.

21. Sur la contraception et l'amour libre, voir par exemple les articles de Louise Vandelac, «Contraception autoroute pour sexualité bolide» et «Viens mon amour, c'est pas dangereux», dans *le Temps fou*, n° 13, février-mars 1981 et n° 14, avril-mai 1981.

22. Voir, à titre d'exemple, Yolande Cohen, «Réflexions désordonnant les femmes du pouvoir», dans Yolande Cohen, édit., *Femmes et politique*, op. cit.

23. Je sais gré à Danielle Juteau-Lee d'avoir attiré mon attention sur ces éléments de la conjoncture actuelle et de m'avoir mise en garde contre l'irruption de la «culpabilité féminine» dans l'analyse féministe.

particulier, celles de reproductrice de la force de travail des hommes et des enfants, de main-d'œuvre salariée docile, à bon marché, d'objet publicitaire, de consommatrice compulsive, de gardienne des mœurs et des traditions, etc. Ces droits et privilèges sont ceux mêmes que les hommes reconnaissent aux femmes tant et aussi longtemps qu'elles se conforment à leurs attentes, c'est-à-dire à ce qui constitue leur intérêt à eux. Ainsi, la protection dont les femmes sont traditionnellement l'objet dans leurs rôles d'épouse fidèle, de mère dévouée, de compagne soumise et de collègue et camarade passives; protection prenant des formes variées qui vont du soutien financier à la galanterie. De même, la reconnaissance de l'autorité qu'elles peuvent exercer sur les hommes et sur les enfants dans le cadre des institutions traditionnelles de la vie privée et, dans le même contexte, la tolérance de leur affectivité y compris le respect de leur monopole des larmes. Il n'est pas étonnant que les femmes, aspirant à se libérer, essaient de conserver ces acquis même s'ils représentent l'autre versant de leur oppression et son hypothétique compensation. Car le refus de l'oppression leur vaut, outre des difficultés économiques et juridiques sans nombre, le risque du mépris et du ridicule social, la perte d'identité, l'isolement et l'abandon.

La sociologie des femmes doit de toute urgence s'attaquer de front à ces problèmes, sans délaisser pour autant ses autres champs de recherche. En effet, tant que ces questions ne seront pas éclaircies, la théorie et la pratique féministes ne pourront guère avancer au-delà de leurs principes actuels qui datent maintenant de plusieurs années et qui ne sont plus suffisants pour analyser et contrer les forces opposées au processus d'émancipation des femmes, que le processus même a générées : les obstacles structurels, la résistance masculine, les coûts et les risques encourus par les femmes et de façon plus générale, les lieux nouveaux et les formes nouvelles de leur oppression.

Les débats féministes récents, y compris ceux qui se situent dans le contexte de la sociologie, ont négligé et parfois occulté ces dimensions nouvelles de la situation des femmes. Il n'est pas aisé de se battre sur tous les fronts à la fois : contre l'oppression traditionnelle, classique pourrait-on dire, et contre celle qui est exercée et subie maintenant sous le couvert de la libération. En outre, l'analyse de celle-ci exige une approche dialectique du changement social, bien différente des conceptions linéaires dominantes. Pour donner un exemple concret, l'imposition aux femmes de la pilule contraceptive a constitué, dans un premier temps, la forme nouvelle d'oppression qui les libérait de cette plus ancienne forme que représentait l'interdiction de la contraception; dans un second temps, l'imposition sous couvert d'une plus parfaite libération, de la contraception dite douce, avec ses risques et périls, représente un troisième avatar de la même oppression. De même, on a souvent évoqué le drame de la femme symbiose, selon l'expression de Mona-Josée Gagnon, cette femme «libérée» qui doit être tout à la fois parfaite mère, épouse, maîtresse de maison, travailleuse salariée, professionnelle, syndicaliste et militante féministe. Cependant, on n'a pas analysé cette forme de la libération dans la perspective d'une transformation des conditions de l'oppression, sans doute parce qu'on a espéré qu'elle représenterait une étape du progrès plutôt qu'un échec, fut-il temporaire. Pour les mêmes raisons, on a peu exploré les modalités nouvelles de l'exploitation économique, sexuelle et affective des femmes au sein de relations de type conjugal et familial, supposées égalitaires. On a accordé trop peu d'attention aux nouveaux mécanismes d'exploitation des femmes dans le travail salarié : la double journée de travail mais aussi le temps partiel, le chômage et le bénévolat déguisés, le recyclage dans l'activité professionnelle des vocations féminines, le transfert et la reconstitution des relations conventionnelles entre les hommes et les femmes dans des secteurs nouveaux où la présence récente des femmes semble de prime abord révolutionnaire²⁴, etc. Par

24. Certaines de ces questions sont analysées dans la recherche de Dominique Gaucher, « La « vraie nature féminine » ou les dessous de la division du travail hospitalier au Québec », dans L. Bozzini, M. Renaud, D. Gaucher et J. Llambias-Wolff, *Médecine et société, les années 80*, Montréal, Les éditions Albert Saint-Martin, 1981.

ailleurs, l'analyse des moyens de contrôle politique qui représentent la réponse de l'État aux revendications féministes, a tout juste commencé²⁵. La sociologie des femmes doit se préoccuper de l'ensemble des pratiques en voie de transformation de la sexualité, du mariage, de la maternité, de l'éducation des enfants, du travail domestique et salarié, de la participation politique et même du militantisme féministe. Cela suppose que les femmes brisent le silence actuel qui a succédé à l'étape déjà ancienne de la prise de conscience et de parole dénonçant les variantes précédentes de leur oppression. En effet, ses versions nouvelles étant vécues dans l'isolement, comme des problèmes personnels et singuliers, la prise de conscience et de parole redevient nécessaire. La sociologie des femmes pourrait en être un moyen.

L'ambivalence voire la contradiction qui marquent la vie personnelle et la lutte collective des femmes, reflètent la complexité des changements affectant les modèles et les autres conditions idéologiques de la féminité et, à un moindre degré, ceux de la masculinité. On assiste, d'une part, à la désagrégation des anciennes normes idéologiques de la féminité et, d'autre part, à une institutionnalisation de normes nouvelles. Celles-ci sont encore imprécises mais il est manifeste que leur définition repose sur le postulat d'une nature féminine intangible, avatar de l'archétype plusieurs fois millénaire. La problématique féministe de l'oppression, en discréditant certaines des pratiques traditionnelles des femmes, a accéléré la destruction des formes sociales désuètes de la féminité. Lorsque le féminisme, ou certains de ses courants, proclame et célèbre la féminité en tant qu'elle serait dans l'égalité, la différence — de parole, de point de vue, de pensée, de vision — il risque de faire, à divers égards, le jeu de l'institution nouvelle du féminin. Il n'est nullement besoin d'être sociologue pour constater à la suite de nos tentatives d'émancipation, que « ce n'est pas le droit à la différence qui nous est refusé, c'est le droit de dire merde²⁶ » ; pour l'exprimer en termes plus élégants, c'est la possibilité pour les femmes de se définir autrement que dans la différence, c'est-à-dire du point de vue de la position de l'autre. Dans cette perspective, on doit s'interroger sur les conditions sociales qui permettent ou interdisent aux agents sociaux de contrôler leur propre « mise en place » et leur propre définition d'eux-mêmes dans ces places. Cette interrogation appelle une réponse politique mais également la réflexion sociologique. En effet, si les femmes doivent maîtriser collectivement les conditions idéologiques du devenir de leur sexe, en fonction de désirs partagés, il serait indispensable que les processus sociaux et culturels en jeu leur deviennent plus compréhensibles. Or, nous en sommes seulement à établir les prémisses épistémologiques, théoriques et méthodologiques d'une telle connaissance alors que les processus qui devraient en être l'objet, sont déjà à l'œuvre et travaillent probablement contre nous.

Ces remarques touchant les conditions idéologiques de la féminité s'appliquent également aux conditions économiques, démographiques, politiques, juridiques et autres, du devenir actuel des femmes. La complexité et la difficulté des changements qui affectent ces domaines, se répercutent également dans la vie des femmes et du mouvement féministe, sous la forme de l'ambivalence et de la contradiction. Dans ces domaines aussi, le féminisme s'est trouvé à son insu, à la remorque ou à l'avant-garde selon le cas, de changements fonctionnels dans l'organisation des systèmes sociaux²⁷. Depuis le XIX^e siècle, ces changements ont littéralement dépossédé les femmes de leurs fonctions économiques, politiques et culturelles traditionnelles pour les précipiter, en partie, sur le marché des diplômes et du travail salarié, les en expulser ensuite suivant les fluctuations de ces marchés et les exigences des formes transformées de « domesticité », pour

25. Plusieurs textes de l'anthologie *Femmes et politique*, déjà citée, amorcent cette analyse.

26. Emmanuèle de Lesseps, « Le fait féminin : et moi? », *Questions féministes*, n° 5, février 1979, p. 25.

27. J'ai tenté d'explicitier et d'étayer cette hypothèse dans « Féminisme et anarchisme : quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le mouvement des femmes et l'État », dans Yolande Cohen, *Femmes et politique*, *op. cit.*

enfin les jeter sous la tutelle des bureaucraties et de l'État. En plus, dans le contexte actuel, la crise économique risque d'aggraver cette désorganisation sociale dont les femmes font les frais. Or, il paraît urgent que ces processus comme les précédents, nous deviennent compréhensibles, si la libération doit être autre chose qu'un rêve. La sociologie — en tant qu'elle exige la lucidité et nous oblige à être critiques — pourrait contribuer à sa manière et dans la mesure de ses moyens, à nous libérer des forces obscures qui précipitent notre destin en modelant jusqu'à la conscience que nous avons de leur résister. Ce faisant, la sociologie elle-même échapperait peut-être à son destin, ce que Weber appelait le désenchantement du monde : la rationalité impuissante contre son propre aveuglement.

RÉSUMÉ

Ce texte de présentation se penche sur la place que les femmes occupent dans la sociologie en tant que profession et en tant que discipline du savoir. L'auteur montre comment la perspective féministe, en pénétrant dans la sociologie, y a ouvert diverses voies de recherche : les études sur les femmes, la critique épistémologique, théorique et méthodologique et, enfin, ce qu'on a appelé la nouvelle sociologie des femmes : point de vue des dominées sur la réalité sociale. En conclusion, l'auteur invite les sociologues à entreprendre, entre autres tâches, l'étude des nouvelles formes d'oppression des femmes que les résistances sociales au processus de la libération ont générées.

SUMMARY

This introductory text examines the place women occupy in sociology as a profession and as a discipline. The author demonstrates how the feminist perspective, by penetrating the field of sociology, has opened up a number of research directions : women's studies, epistemological, theoretical and methodological critique, and what has been called the new sociology of women — women's perceptions of social reality as a dominated group. In conclusion, the author invites sociologists to undertake, among other tasks, the study of new forms of the oppression of women which have been engendered by movements of social resistance to the process of liberation.

RESUMEN

Este texto de presentación trata del lugar que las mujeres ocupan en la sociología como profesión y como disciplina del saber. El autor muestra como la perspectiva feminista, al penetrar en la sociología, ha abierto varios caminos de investigación : los estudios sobre las mujeres, la crítica epistemológica, teórica y metodológica y finalmente lo que se ha llamado la nueva sociología de las mujeres : el punto de vista de las dominadas sobre la realidad social. Para concluir, el autor invita a los sociólogos a emprender, entre otras tareas, el estudio de las nuevas formas de opresión de las mujeres, generadas por las resistencias sociales al proceso de liberación.